

L'invention d'une autochtonie pan - ethnique amazonienne

Extrait de “**L'ethnicité, un outil politique pour les autochtones de l'Arctique et de l'Amazonie**”.

Notre dernier exemple traite de l'utilisation politique de l'ethnicité à une échelle encore plus grande, presque continentale, celle de l'autochtonie panethnique amazonienne. Il nous faut pour cela remonter aux années 60, où le mythe d'une Amazonie vide et opulente conduisit les responsables politiques des différents États qui se partagent cet espace à promouvoir des politiques de colonisation et de grands projets d'exploitation du sol et du sous-sol. En présentant l'Amazonie comme un territoire vide, ils en faisaient la solution miracle aux tensions sociales créées notamment par le manque de terres chez les paysans du Nord-Est brésilien ou chez les migrants andins qui envahissaient les villes de la côte péruvienne. Afin de faciliter cette « conquête de l'Amazonie » par les paysans et d'attirer les investissements des sociétés multinationales pour l'exploitation des ressources forestières, pétrolières et minières, des voies de pénétration routières furent mises en chantier.

Face à ce pillage de l'Amazonie, à l'exploitation irrationnelle de la forêt et à l'invasion de leurs terres, les groupes indiens prennent alors conscience de leur situation de colonisés. Ils cherchent à se rendre visibles pour combattre le mythe d' une Amazonie vide qui nie leur existence - ils sont alors plus d'un million - et l'occupation millénaire de cet espace par leurs ancêtres. Pour cela, ils se rassemblent et s'unissent sous forme de conseils, de fédérations, ou d'associations ethniques. Certains profiteront d'une conjoncture sociopolitique favorable comme au Pérou, où l'idéologie vélasquiste ¹ des années 70, voulant mettre fin aux injustices et au système d'exploitation féodale des Indiens, favorisa l'émergence des premiers regroupements ethniques, tout en niant paradoxalement l'existence d'une identité indienne spécifique. Le gouvernement militaire péruvien fit voter une loi permettant la démarcation et la titularisation des terres réclamées par ces nouvelles organisations autochtones.

¹ Après avoir pris le pouvoir en octobre 1968, les militaires péruviens, avec à leur tête le général Juan Velasco Alvarado, formèrent un gouvernement de type populiste qui, pour construire la nation péruvienne, mit en oeuvre une politique de mobilisation et de conscientisation populaire. Pour promouvoir et appliquer cette politique sur le terrain le SINAMOS (Système national de soutien à la mobilisation sociale) fut créé. Il devait participer à la mise en valeur des cultures populaires et faciliter la mise sur pied d'organisations de base.

L'Église catholique postconciliaire facilita également le développement de cette ethnicité en assignant comme nouvelle tâche aux missionnaires « la libération des autochtones ». Plusieurs de ces missionnaires joueront un rôle clef en apportant leur concours à l'organisation des premiers grands rassemblements ethniques autochtones. Il faut enfin mentionner l'action des anthropologues qui, après avoir signé en janvier 1971 la « Déclaration de la Barbade » dans laquelle ils s'engageaient à lutter pour la libération des Indiens, serviront d'intermédiaires entre ces nouvelles organisations ethniques et les différentes institutions étatiques. Ces nouveaux anthropologues refusaient les postulats intégrationnistes de l'anthropologie indigéniste ² et prônaient le pluralisme et l'ethnicité comme richesses pour le développement de l'identité nationale (Morin 1992b).

Dans le contexte de crise engendré par les politiques nationales de « conquête de l'Amazonie », missionnaires et anthropologues ont donc participé à la dynamique conduisant les divers groupes indiens à dépasser leurs identités locales pour s'unir et se forger une identité ethnique plus opératoire. Ce processus commencé en 1964, avec la création de la Fédération Shuar en Equateur, se poursuit dans les années 70, avec la multiplication de fédérations ethniques dans la plupart des pays du Bassin amazonien.

Ce premier « bricolage identitaire » s'enrichira dans une deuxième phase d'une dimension panethnique et conduira, au début des années 80, à la formation d'organisations nationales. Leur création est en grande partie le fait d'une élite indigène qui avait reçu une éducation secondaire et participait par conséquent aux deux cultures, indigène et nationale. Ayant appris à connaître les règles du

² Idéologie fondamentalement non indienne, l'indigénisme s'est d'abord manifesté dans la seconde moitié du 19^e siècle en littérature, sous une forme humanitaire, voire romantique. Puis les sciences sociales s'en emparèrent en montrant les injustices qui frappaient l'Indien. Très vite le pouvoir se rendit compte qu'il pouvait récupérer l'indigénisme pour en faire une idéologie officielle étatique. Elle allait s'exprimer à travers toute l'Amérique latine par des politiques indigénistes qui recherchaient avant tout l'intégration des Indiens au système dominant et aux nations latino-américaines. En 1940 se tint au Mexique le premier congrès indigéniste interaméricain où, pour la première fois, la question indienne fut posée à l'échelle continentale et des politiques indigénistes furent systématisées pour tout le continent. Il en résulta notamment la création d'un Institut indigéniste interaméricain ayant son siège à Mexico. Des instituts indigénistes se multiplièrent dans tous les pays d'Amérique latine, auxquels participèrent de nombreux anthropologues. Tout en apportant par leurs travaux une meilleure connaissance du monde indien, ils coopéraient à l'intégration de l'Indien, tant au niveau socio-économique, culturel, politique que national.

jeu de la société dominante, cette élite savait à quels interlocuteurs s'adresser, au sein des institutions étatiques, pour défendre les revendications des différentes fédérations. Ces confédérations panethniques pouvaient regrouper des leaders aux personnalités parfois opposées en raison des différences de leurs valeurs culturelles ce qui entraînait des tensions interethniques. Ainsi au Pérou, l'AIDSESEP (Asociación Interétnica de Desarrollo para la Selva Peruana) était dans les années 80 constituée de leaders aguaruna qui aimaient la confrontation et la recherchaient tandis que les Amuesha fuyaient les tensions et les conflits. Ces conceptions différentes de l'action et du leadership expliquent pourquoi certains Amuesha tentèrent de créer en 1987 une organisation concurrente, la CONAP (Confederación de Nacionalidades de la Amazonía Peruana). Très influencée (voire manipulée) par des centres de soutien non indigènes, cette organisation n'a réussi qu'à diviser certaines fédérations. AIDSESEP par contre a su rassembler plus de trente organisations régionales. En travaillant ensemble et en se mobilisant pour défendre leurs terres et leurs cultures, ces leaders ont appris à mettre entre parenthèses leurs différences et à valoriser leurs ressemblances afin de se forger une identité commune, construite sur leur autochtonie amazonienne, que ce soit au Pérou, en Equateur, en Colombie, au Brésil, en Bolivie, au Venezuela et plus tard dans les trois Guyanes. Ces alliances panethniques permettent, à l'intérieur de chaque État, de constituer un front commun face à des gouvernements qui continuent d'ignorer la question indienne.

À cette action unitaire nationale allait bientôt s'ajouter une autre action, internationale celle là, qui rassemblerait tous les autochtones de la forêt amazonienne. Là encore le contexte politique a précipité cette « invention » de l'autochtonie amazonienne. Pour en comprendre l'émergence, il faut remonter à 1978, date à laquelle les huit pays amazoniens signèrent un Traité de coopération pour mieux réaliser le « développement intégral » de l'Amazonie. Ils confièrent aussi au gouvernement équatorien la gestion du dossier concernant les populations indigènes. Ce dernier organisa plusieurs rencontres avec des représentants d'organisations autochtones des divers pays. Sous couvert d'une politique indigéniste de participation ³, ces réunions visaient en réalité à mieux intégrer l'Indien au développement capitaliste amazonien.

³ L'Indien étant toujours conçu comme un frein au progrès et au développement, cela renvoie aux politiques expliquées à la note 17.

Carte 3 :

Territoire couvert par les activités de la COICA et des organisations autochtones nationales qui la composent.



Carte 3: Territoire couvert par les activités de la COICA et des organisations autochtones nationales qui la composent .

Les responsables de cinq confédérations nationales autochtones se rendirent bientôt compte qu'aucun gouvernement ne prenait en considération leurs recommandations, ni ne respectait les droits des populations indigènes. Ils décidèrent donc, lors d'une réunion à Lima en 1984, de s'unir au sein de la COICA (Coordination des organisations indigènes du Bassin amazonien) pour mieux défendre leurs droits. Cette rencontre leur permit de découvrir tout ce qui les rassemblait. Car malgré les frontières nationales qui les divisaient, ils partageaient une même philosophie, une même relation à la terre, une même façon de vivre et de penser et résistaient à la même oppression coloniale. En décidant de s'unir pour défendre les droits fondamentaux des peuples indigènes d'Amazonie, ils se construisaient un espace géopolitique sans frontières et s'inventaient une identité transnationale. La COICA regroupe aujourd'hui neuf confédérations nationales représentant plus d'un million et demi d'indigènes appartenant à quatre cents groupes culturels (carte 3). On pourrait supposer qu'une telle diversité ethnique et nationale, à laquelle s'ajoutent cinq traditions coloniales différentes leur ayant imposé chacune une langue (espagnol, portugais, français, hollandais et anglais) soit la source de nombreux conflits. Or, c'est beaucoup plus les dérives de l'usage personnel du pouvoir qu'implique la représentation d'une telle ONG au niveau international qui ont créé récemment de graves tensions. Le défi en effet de ces organisations est de veiller à ce que les valeurs collectives de leurs sociétés traditionnelles, qui se manifestent par la recherche du consensus et par la méfiance à l'endroit de l'autoritarisme politique, soient préservées dans un contexte transnational. Ceci passe par une large diffusion de l'information, un vaste système de communication avec les fédérations de base afin qu'un consensus se dégage sur le choix des politiques communes à mener. Les succès obtenus par la COICA depuis 1988 lui ont ouvert de nombreuses portes, que ce soit celles des agences de développement avec leurs généreux donateurs, celle du président de la Banque mondiale, ou celles des autorités de l'ONU et de différentes personnalités politiques. Face à ces interlocuteurs importants qui bien souvent exigeaient des décisions rapides, le président de la COICA adopta des mesures sur des enjeux importants, sans avoir préalablement consulté les bases, sans faire circuler ensuite l'information et sans rendre compte de dons financiers reçus à titre honorifique, ce qui traduisait bien une dérive vers la personnalisation du pouvoir (Smith, sous presse). Lors du dernier congrès de la COICA, en 1992, après avoir dénoncé le danger de ces pratiques et critiqué la structure pyramidale du leadership, les représentants des neuf associations ont opté pour une structure plus décentralisée et plus égalitaire de la COICA. Cinq coordonnateurs

responsables chacun d'un champ d'activités remplacent dorénavant le président et un bureau de direction composé des neuf présidents d'associations nationales est chargé de définir les politiques à plus long terme

Ainsi, depuis près de trente ans, pour faire face à une situation sociopolitique de plus en plus menaçante, les groupes indigènes d'Amazonie se sont coalisés à différents niveaux. Ces alliances ont engendré le développement d'une ethnicité à trois dimensions, ethnique, panethnique, et transnationale qui correspondent à trois identités, emboîtées à la manière des poupées russes et utilisées selon les interlocuteurs et les situations. En effet, lorsque les responsables de la Fédération des communautés indigènes de l'Ucayali s'adressent aux autorités régionales pour dénoncer, par exemple, les invasions de terres communautaires par des colons, c'est en tant que Shipibo qu'ils font cette démarche ; mais en se rendant quelques jours plus tard à Lima pour participer aux actions de leur association nationale, ces mêmes leaders sont alors des autochtones de la forêt qui interpellent les députés sur la nouvelle constitution péruvienne, parce qu'elle remet en question l'imprescriptibilité des droits territoriaux autochtones ; et s'ils soutiennent les démarches de la COICA auprès des autorités de la Banque mondiale pour qu'elles tiennent compte des droits autochtones dans les régions ou elles financent des projets de développement, c'est parce qu'ils se définissent aussi comme amazoniens.

Le développement d'une politique autochtone s'est peu à peu greffé sur la formation de ces différents registres identitaires. Dans les années 70, les organisations ethniques ont d'abord adopté au niveau régional une stratégie défensive. Elles réclamaient principalement la titularisation de leurs terres communautaires. Car le droit à la terre était synonyme du droit à la survie pour les groupes qu'elles représentaient. Avec le développement dans les années 80 des organisations nationales et de la COICA, des rencontres entre leaders de différentes régions et pays facilitèrent la circulation de l'information et les échanges. Les expériences des uns et des autres ont été mises en commun et ont nourri une réflexion qui fut à l'origine d'un changement de stratégie. Une politique territoriale fut élaborée : il ne s'agissait plus de défendre des terres mais de revendiquer des territoires ethniques ancestraux. Les organisations équatoriennes et péruviennes ont particulièrement œuvré en ce sens et l'État équatorien a commencé à répondre favorablement à cette nouvelle vision territoriale (Morin 1992a). La participation de la COICA aux sessions du Groupe de travail sur les populations autochtones de l'ONU à Genève, depuis

1985, n'est pas étrangère à cette nouvelle politique. C'est en effet là que s'élabore la déclaration des droits des peuples autochtones dont certains articles abordent les questions de restitution territoriale. En faisant du territoire indigène son enjeu prioritaire, la COICA propose une vision holiste du milieu amazonien qui, depuis des millénaires, leur apporte à la fois les éléments matériels de vie et les principes de compréhension du monde naturel comme surnaturel. Cette conception territoriale s'accompagne d'une politique de développement autonome qui incite les communautés à se développer selon leurs besoins et d'une façon adaptée à leur milieu naturel (Chirif, García et Smith 1991).

C'est parce qu'ils ont « inventé » cette autochtonie amazonienne, en pratiquant l'alliance de toutes leurs composantes ethniques et panethniques, que les responsables de la COICA sont devenus, sur le plan international, des acteurs politiques qui peuvent aujourd'hui dialoguer avec des représentants de la Banque mondiale, du Parlement européen, des Nations Unies et de l'Organisation internationale du travail. Ils interpellent la communauté internationale en se présentant comme « les meilleurs gardiens de la forêt amazonienne ».

Pour mieux défendre ce territoire face aux grandes puissances, aux sociétés multinationales et aux institutions de développement capitaliste, l'alliance avec d'autres peuples autochtones d'autres parties du monde, dont les situations environnementales sont très similaires et qui sont l'objet des mêmes invasions et destructions de leur écosystème, s'est avérée nécessaire. La COICA a donc été l'un des principaux artisans de l'Alliance mondiale des peuples indigènes des forêts tropicales dont la première réunion a eu lieu en Malaisie en février 1992. Cette alliance a permis une plus grande coopération entre peuples autochtones et a facilité la préparation, quelques mois plus tard, de la Conférence mondiale des peuples autochtones sur le territoire, l'environnement et le développement à Kari-Oca au Brésil (Aparicio 1992). Le but de cette rencontre, qui réunit 850 autochtones du monde entier représentant 82 organisations, fut d'élaborer, quelques jours avant le Sommet de la Terre de Rio, une déclaration présentant le point de vue autochtone en matière d'environnement, de biodiversité, de droits territoriaux, de droits de propriété intellectuelle et culturelle et de droit à l'autodétermination. Si aucune des recommandations autochtones ne fut reprise dans l'Agenda 21 de l'UNCED, la réunion de Kari-Oca a néanmoins servi à visibiliser le point de vue autochtone et à renforcer la construction d'un mouvement international autochtone. Face à l'économie monde et à la globalisation des forces politiques, les peuples autochtones ont compris qu'ils

devaient, en utilisant leur ethnicité comme outil politique, s'allier transnationalement pour mieux défendre leurs droits.

Françoise Morin ^{*} et Bernard Saladin d'Anglure ^{**}

“L'ethnicité, un outil politique pour les autochtones de l'Arctique et de l'Amazonie”.

Un article publié dans la revue **ÉTUDES/INUIT/STUDIES**, vol. 19, no 1, pp. 37-68.
Québec : Université Laval.

^{*} Université Toulouse-le-Mirail, France et Université Laval, Québec, Canada.

^{**} Université Laval, Québec, Canada